

## Économies pour les conseils scolaires de l'Ontario

*Nous avons encore une fois obtenu gain de cause dans le dossier des demandes de financement supplémentaire présentées par Alectra Utilities, et nous avons pu convaincre un distributeur d'électricité du Nord de repenser un grand projet d'immobilisations à des fins d'expansion. De plus, le total définitif des économies liées au plan de tarification quinquennal de Hydro One s'est révélé supérieur de 1,7 million de dollars (M\$) à notre estimation initiale. Compte tenu de ces résultats et des économies obtenues dans d'autres dossiers de tarifs de transport et de distribution, les économies réalisées au deuxième trimestre s'élèvent à un peu moins de 2,4 M\$.*

*Parmi les dossiers à venir d'ici la fin de l'année, on compte une demande de tarifs de transport pour une durée de 3 ans ainsi qu'une dernière bataille dans le conflit concernant les demandes de financement supplémentaire d'Alectra. La Commission de l'énergie devrait rendre ses décisions concernant les tarifs de distribution de Toronto Hydro et d'Enbridge Gas, et la Cour divisionnaire de l'Ontario devrait faire de même en ce qui concerne l'inclusion par Hydro One d'impôts fictifs dans ses tarifs. De plus, en 2020, pas moins de 20 distributeurs d'électricité pourraient présenter des demandes de hausses de tarifs.*

### AFFAIRES COURANTES - GAZ NATUREL

#### Enbridge Gas - Tarifs de distribution - 2019.

Enbridge a demandé des fonds supplémentaires dans ses tarifs de 2019. L'examen du dossier a pris fin : les parties déposeront leurs arguments en juillet, et la Commission de l'énergie devrait rendre sa décision en octobre. Bien que l'enjeu monétaire soit peu élevé, cette décision pourrait établir un précédent pour les demandes de hausses de tarifs d'Enbridge pour les 4 prochaines années.

#### Enbridge Gas - Programmes de conservation.

La première étape de l'examen des dépenses liées aux programmes de conservation de gaz naturel a commencé. Il s'agit de définir la portée de cet examen, c'est-à-dire de déterminer s'il faut apporter de petits changements au système actuel ou le modifier plus en profondeur.

Depuis des années, nous jouons un rôle de premier plan dans le domaine de la conservation du gaz naturel. À ce titre, nous avons mené des recherches indépendantes qui montrent que, bien que les consommateurs aient déboursé 1,2 milliard de dollars pour des programmes de conservation au cours des 10 dernières années (dont 20 M\$ proviennent des écoles), l'Ontario consomme encore plus de gaz qu'il y a 10 ans. Comme les

budgets de conservation représentent environ 7 % des factures de distribution, nous avons proposé qu'il faut recentrer les efforts en vue d'obtenir des réductions réelles de la consommation de gaz.

La Commission de l'énergie devrait rendre sa décision sur la portée de l'examen en septembre, et l'examen détaillé du système devrait prendre la plus grande partie des 9 à 12 mois suivants.

### AFFAIRES COURANTES - ÉLECTRICITÉ

#### Hydro One - Tarifs de distribution - 2018-2022.

En mars, nous avons signalé que la décision de la Commission de l'énergie concernant les tarifs de distribution de Hydro One pour les années 2018 à 2022 permettrait aux 1 150 écoles touchées d'économiser au moins 2 M\$.

Nous avons aussi indiqué qu'il fallait s'attendre à ce que le processus technique visant à fixer les tarifs conformément à cette décision suscite de vives contestations. Ce fut le cas, et nous avons pris une part très active à ce processus.

Au cours de cette analyse technique, nous n'avons pas gagné à tous les coups, mais, en fin de compte, les économies réalisées pour les écoles sur 5 ans s'élèvent à 3,7 M\$, soit **1,7 M\$ de plus** que le montant indiqué en mars.

**Hydro One – Inclusion d’impôts fictifs dans les tarifs.** Hydro One est convaincue qu’elle devrait être autorisée à percevoir auprès de ses clients plus de 2,6 milliards de dollars en impôts sur le revenu, même si elle ne paiera pas ces impôts. L’entreprise a déjà été autorisée à percevoir 1,7 milliard de ces impôts fictifs, mais elle insiste pour obtenir les 900 M\$ restants. Pour les écoles, l’enjeu se chiffre à 16 M\$.

À titre de chef de file des groupes de clients, nous avons d’abord eu gain de cause dans ce dossier, puis nous avons subi un revers, avant qu’une autre décision nous soit favorable.

Maintenant, comme prévu, Hydro One conteste cette dernière décision devant la Cour divisionnaire de l’Ontario. Toutefois, avec une arrogance stupéfiante, elle a demandé à la Cour de nous priver du droit d’intervenir dans cette affaire pour défendre les intérêts des clients. Après une procédure contestée, la Cour, dans une décision importante reposant sur une analyse approfondie, a convenu avec nous que les clients doivent avoir voix au chapitre. Les parties à l’instance doivent présenter leurs arguments écrits et leurs plaidoiries à l’automne, et la Cour rendra probablement sa décision au début de 2020.

**Toronto Hydro – Tarifs de distribution – 2020-2024.** Toronto Hydro souhaite obtenir des hausses de tarifs s’élevant en moyenne à 4 % pour les écoles (et d’autres groupes de clients) au cours des 5 prochaines années. Nous dirigeons divers groupes de clients qui s’opposent à cette proposition. Après de longues audiences tenues en juin et en juillet, les parties présenteront leurs arguments écrits en août et en septembre. La Commission de l’énergie rendra probablement sa décision en décembre 2019 ou en janvier 2020. L’enjeu se chiffre à environ 5,7 M\$ pour les écoles.

**Alectra Utilities – Tarifs de distribution – 2020.** Comme prévu, Alectra a maintenant déposé une demande de hausse de tarifs à compter de 2020 qui inclut des fonds supplémentaires pour des projets d’immobilisations de 2020 à 2024. De plus, l’entreprise cherche à faire payer ses clients deux fois en ce qui concerne certaines modifications comptables découlant de la fusion qui lui a donné naissance en 2017.

Les clients ont économisé près de 15 M\$ (dont 0,5 M\$ pour les écoles) en contestant les hausses de tarifs qu’Alectra a demandées pour les 2 dernières années afin de financer son programme d’immobilisations. Dans sa nouvelle demande, l’entreprise confirme sa stratégie en proposant à la Commission de l’énergie d’approuver un supplément tarifaire pour les 5 prochaines années. Le coût estimatif de cette mesure serait d’au moins 2 M\$ pour les écoles.

Au cours de discussions avec Alectra et dans les documents que nous avons présentés à la Commission de l’énergie, nous nous sommes clairement opposés aux demandes de l’entreprise. L’examen de la nouvelle demande est prévu pour l’automne et inclura probablement de longues audiences. Il se pourrait que la décision de la Commission se fasse attendre jusqu’en février ou en mars 2020.

#### **Autres distributeurs d’électricité.**

Nous continuons de représenter les écoles au cours de l’examen des demandes présentées par des distributeurs locaux d’électricité. Ce trimestre, des règlements et des décisions ont permis d’obtenir des réductions des hausses de tarifs proposées par Energy+ (Cambridge, Brant), PUC Distribution (Sault Ste. Marie) et Halton Hills Hydro. Si l’on tient compte d’autres dossiers moins importants, nous avons ainsi obtenu des économies d’environ 300 000 \$ pour les écoles.

**Fusions de Hydro One.** Comme prévu, Hydro One a déposé de nouvelles données concernant ses propositions de fusionner avec Orillia Power et Peterborough Distribution, mais ces données ne semblent rien apporter de neuf dans ce dossier. Afin d’éviter aux écoles de fortes hausses de tarifs, nous continuerons de nous opposer à ces fusions.

Tout comme nous, la Commission de l’énergie est d’avis que les enjeux sont les mêmes pour ces deux fusions. Elle a donc prévu un processus conjoint d’interrogatoire préalable qui se déroulera en octobre. En fonction des résultats de ces audiences, la Commission pourrait décider si Hydro One pourra aller de l’avant avec ces fusions au premier trimestre de 2020.

**Hydro One - Tarifs de transport.** Hydro One a demandé des hausses de ses tarifs de transport pour 2019 dans deux demandes qui ont fait l'objet de décisions au cours du trimestre. Une de ces demandes concernait les tarifs sur 8 ans (de 2019 à 2026) applicables sur le réseau de la société Great Lakes Power Transmission, que Hydro One vient d'acquérir. L'autre demande concernait les tarifs pour le reste du réseau de transport de Hydro One (qui compte pour environ 90 % des coûts de transport d'électricité en Ontario).

Nous avons pris une part active à l'examen de ces demandes en contestant les coûts ligne par ligne ainsi que les formules de rajustement des tarifs futurs. Nous avons ainsi obtenu pour les écoles des économies d'environ **370 000 \$**, qui s'appliqueront en grande partie en 2019.

**Refonte des principes de tarification.** Malgré l'incertitude concernant sa propre restructuration (voir ci-après), la Commission de l'énergie vient d'entreprendre une nouvelle consultation qui porte le titre inquiétant de « Rémunération des entreprises de services publics ». Cette consultation fait suite à l'analyse de l'innovation que la Commission a menée sans faire appel à la contribution des consommateurs et qui a fait l'objet de nombreuses critiques.

Cela dit, il s'agit d'un exercice très important, car toute modification de la structure du secteur de l'énergie pourrait avoir des répercussions considérables en matière de coûts et de risques. Nous y prendrons part, en veillant à ce que les consommateurs n'aient pas à payer les pots cassés lorsque les revenus des entreprises de services publics diminueront. Si les entreprises ne s'adaptent pas au changement, le coût de leur échec ne devrait pas être assumé par les consommateurs.

## AUTRES QUESTIONS

**Restructuration de la Commission de l'énergie.** Comme nous l'avons déjà signalé, le gouvernement vient de promulguer des modifications législatives qui changent en profondeur la gouvernance et la structure décisionnelle de la Commission de l'énergie.

La clé de cette transformation sera la nomination des titulaires des nouveaux postes prévus par la loi.

Comme ces nominations tardent à venir, de nombreuses consultations de la Commission sont en suspens, sauf dans certains cas (voir ci-dessus). Quelques commissaires ont vu leurs mandats prolongés jusqu'à la fin d'août, ce qui porte à croire que les nominations et les autres décisions seront probablement annoncées d'ici septembre.

Nous surveillons activement ce processus.

Jay Shepherd  
Mark Rubinstein  
Avocats de la Coalition de l'énergie des écoles

Vous avez des questions?

Communiquez avec l'une des personnes suivantes :

Wayne McNally ([wmcnally@opsba.org](mailto:wmcnally@opsba.org))  
Jay Shepherd ([jay@shepherdrubenstein.com](mailto:jay@shepherdrubenstein.com))  
Mark Rubinstein ([mark@shepherdrubenstein.com](mailto:mark@shepherdrubenstein.com))

*En guise de conclusion,*

*La CSEO est représentée par Jay Shepherd, qui est régulièrement en consultation avec moi-même et Wayne McNally, qui est conseiller auprès du conseil d'administration de la CSEO. Il est essentiel de signaler que la Coalition de l'énergie des écoles, au nom de la CSEO, est un intervenant respecté auprès de la Commission de l'énergie de l'Ontario.*

*Notre travail permet à tous les conseils scolaires de l'Ontario de réaliser d'importantes économies au chapitre des coûts de l'énergie, et il vous aide donc à établir vos budgets.*

*Le directeur général,*



*Ted Doherty*

Bureau de Toronto : 416.340.2540  
Cellulaire : 519.955.2261  
Courriel : [tdoherty@oesc-cseo.org](mailto:tdoherty@oesc-cseo.org)